

[Text]

Mr. Foster: A letter written by Louis Balcaen of the Dairy Farmers of Canada requested, on January 10, an impact assessment. Was that request ever asked to be postponed or delayed at a subsequent meeting—I believe it was January 20—until after the meeting on February 18?

Mr. Chambers: To my knowledge, no. As has been indicated on the record, the Canadian Federation of Agriculture, on about that same date, had made a request of the government. The five supply management organizations supported that request for an impact analysis on all of agriculture, but in our case with specific reference to supply management industries, with the letter of Mr. Balcaen, which I believe was written on behalf of both the Dairy Farmers of Canada and the four national agencies. There has been—

Mr. Foster: No withdrawal.

Mr. Chambers: No withdrawal.

The Chairman: Perhaps you could clarify that. Were you there at the meeting, Mr. Chambers, or do you know the meeting they are referring to?

Mr. Chambers: The meeting on the 20th?

The Chairman: Well, the meeting that was involved in Dr. Foster's question. I don't know the date.

Mr. Foster: The minister made the statement in the House today that it was a subsequent meeting, some time after this meeting on January 10. I think he quoted January 18, or some time in January, that the agencies had withdrawn it. As far as you know, there's never been a withdrawal?

Mr. Chambers: I think I can say quite categorically that the agencies have not withdrawn a request for an impact analysis. I can also state that we have, on each occasion on which we have been asked to comment on figures or information that has been circulated by the government, provided the government with our comments. And we have updated those comments on a regular basis, as our own internal analysis has developed.

Mr. Foster: Has anybody in the government suggested to you that the analysis done by the Canadian Chicken Marketing Agency is not accurate. This agency foresees that within three years of the Dunkel recommendations being implemented, 86% of Canadian chicken producers will be out of business. That would leave 330 out of the 2,411.

The Chairman: Do you want that addressed to Mr. Chambers, Dr. Foster?

Mr. Foster: Yes.

Mr. Chambers: Dr. Foster, I wouldn't expect anyone in the government to have responded to that part of our analysis yet. As you know, it was circulated yesterday, as our most recent set of figures on it. To my knowledge, there's been no communication with the government and I wouldn't have expected any yet.

Mr. Foster: They certainly didn't challenge it in the debate yesterday.

[Translation]

M. Foster: Une lettre écrite par Louis Balcaen de la Fédération canadienne des producteurs de lait réclamait, le 10 janvier, une évaluation des répercussions. A-t-on jamais demandé de retarder cette analyse lors d'une rencontre subséquente—je crois que c'était le 20 janvier—jusqu'après la réunion du 18 février?

M. Chambers: À ma connaissance, non. Comme le montre le procès-verbal, la Fédération canadienne de l'agriculture, vers la même date, avait présenté une demande au gouvernement. Les cinq organismes de gestion de l'offre ont appuyé cette demande d'analyse des répercussions sur l'ensemble de l'agriculture, mais dans notre cas en mentionnant expressément les industries soumises à la gestion de l'offre, avec la lettre de M. Balcaen qui, je crois, a été écrite au nom à la fois de la Fédération canadienne des producteurs laitiers et des quatre offices nationaux. Il y a eu...

M. Foster: Aucun retrait.

M. Chambers: Aucun retrait.

Le président: Peut-être pourriez-vous préciser cela. Étiez-vous présent à la réunion, monsieur Chambers, ou êtes-vous au courant de la réunion dont il est question?

M. Chambers: La réunion du 20?

Le président: Eh bien, la réunion visée par la question de M. Foster. Je ne connais pas la date.

M. Foster: Le ministre a déclaré à la Chambre aujourd'hui qu'il s'agissait d'une rencontre ultérieure, quelques temps après cette réunion du 18 janvier. Je crois qu'il a parlé du 18 janvier, ou d'une date quelconque en janvier, comme date où les offices avaient retiré la demande. À votre connaissance, y a-t-il jamais eu un retrait?

M. Chambers: Je peux dire carrément que les offices de commercialisation n'ont pas retiré leur demande d'analyse des répercussions. Je peux également certifier qu'à chaque occasion où l'on nous a demandé de commenter les chiffres ou les renseignements émis par le gouvernement, nous avons présenté nos observations au gouvernement. Et nous avons mis ces observations à jour, de façon régulière, au rythme de l'évolution de nos analyses internes.

M. Foster: Est-ce que quelqu'un au gouvernement vous a laissé entendre que l'analyse faite par l'Office canadien de commercialisation du poulet n'est pas exacte? Cet office prévoit que dans les trois ans qui suivraient l'application des recommandations Dunkel, 86 p. 100 des producteurs canadiens de poulets ne seraient plus en affaires. Il n'en resterait plus que 330 sur les 2,411.

Le président: Posez-vous cette question à M. Chambers, monsieur Foster?

M. Foster: Oui.

M. Chambers: Monsieur Foster, je ne pense pas que qui que ce soit au gouvernement ait déjà répondu à cette partie de notre analyse. Comme vous le savez, cela a été présenté hier, avec nos derniers chiffres. À ma connaissance, il n'y a eu aucune communication avec le gouvernement, et cela m'aurait étonné s'il y en avait eu.

M. Foster: On a en tout cas pas contesté ces chiffres dans le débat d'hier.